

CONFÉRENCE

# Chili 1973-2023.



**Regards croisés  
sur « l'autre  
11 septembre »  
et son actualité  
internationale**  
*Programme détaillé*

**31.08 - 02.09.2023**  
**Genève**



Organisé ar :



LATINO LAB



FNSNF

Hes-so



Avec le soutien de :

## LA CONFÉRENCE

Le 11 septembre 1973, le général Augusto Pinochet tentait un coup d'État contre le gouvernement de Salvador Allende, conduisant à plus de 16 ans de dictature militaire. Cinquante ans plus tard, cette conférence revient sur ce tournant historique, souvent appelé "l'autre 11 septembre", et sur ses implications contemporaines au Chili, en Amérique latine et en Suisse.

Le coup d'État de 1973 a eu des implications politiques, économiques et sociales, non seulement au niveau national au Chili, mais aussi au niveau international et transnational. Souvent décrite comme un "laboratoire", la dictature militaire a mis en œuvre des politiques économiques néolibérales, engendrant une réarticulation de la rhétorique politique, tant au Chili qu'à l'étranger. L'exil de nombreuses Chiliennes après le coup d'État a eu des répercussions durables dans plusieurs pays, dont la Suisse, notamment en termes de politiques migratoires et d'asile. Il a également façonné des pratiques de solidarité et de résistance politique transnationale, comme l'illustrent les productions artistiques et culturelles, notamment celles qui abordent le thème de la mémoire. En bref, les conséquences du coup d'État résonnent encore aujourd'hui dans différentes parties du monde.

Récemment, le coup d'État de 1973 et la dictature qui s'en est suivie ont également refait surface dans le discours social et politique public, tant au Chili qu'à l'étranger. Cet événement historique est remobilisé par des actrices dont les points de vue et les objectifs divergent, et qui se situent souvent dans des camps opposés. Alors que les mouvements de la Nouvelle Droite en Amérique latine tendent à re-légitimer le coup d'État, les manifestations sociales, telles que l'Estallido social de 2019, ont exigé l'adoption d'une nouvelle constitution pour remplacer celle héritée de la dictature de Pinochet. Il convient de noter que cette revendication a également mobilisé les dites "deuxième" et "troisième" générations – enfants et petits-enfants d'exilés politiques chiliennes – à l'étranger, par exemple en Suisse.

Partant de ces constats, et afin d'en approfondir l'articulation et la signification, la conférence sera guidée par deux questions générales : (1) Quelles sont les (dis) continuités entre les politiques sociales et économiques du Chili contemporain et celles issues de la dictature ? (2) Comment le coup d'État a-t-il (re)façonné les contextes sociaux et politiques hors du Chili, notamment en Amérique latine et en Suisse ?

Initiée par le Latino Lab (Maison de l'Histoire), la conférence est le résultat d'une collaboration interinstitutionnelle (Université de Genève, Graduate Institute, HETS Genève et HETS Fribourg).

Conférence en espagnol, avec interprétation vers le français. **Gratuit.**

[Inscription ici](#)

Plus d'informations : [conference.chili50@outlook.com](mailto:conference.chili50@outlook.com)



**Coordination:**  
Adriana Ramos  
Céline Heini  
Cristóbal Barria Bignotti

**Comité scientifique:**  
Anahy Gajardo  
Anne Lavanchy  
Céline Heini  
Claudio Bolzman  
Cristóbal Barria Bignotti  
Graziella Moraes Silva  
Myriam Carbajal  
Valeria Wagner

**Interprètes:**  
[www.interpretationservices.ch](http://www.interpretationservices.ch)

**Graphisme:**  
Constanza Figueroa

## PROGRAMME

**Jeudi**  
**31/08/23**

MR 290, Uni Mail, Université de Genève

**18:00 - 20:00** **Conférences inaugurales. Le Chili de 1973 à 2023 : paradoxes de la transition démocratique et enjeux de mémoires.**

- 50 ans: Coup d'État militaire, dictature, démocratie et processus en cours. **Manuel Antonio Garretón**
- Mémoire politique à travers le cinéma. Le Chili et les violations des droits humains. **Elizabeth Lira**

*Suivi d'un apéritif dînatoire*

**Vendredi**  
**01/09/23**

auditoire A2, Pétale 1, Graduate Institute, Genève

**11:00 - 13:00** **La dictature de Pinochet et la Nouvelle Droite en Amérique latine.**

- Femmes de droite et dictature au Chili : leur évolution dans le temps. **Julieta Suárez-Cao**
- Le Chili et son héritage d'autoritarisme : une analyse à partir de différentes mobilisations en Amérique latine. **Simone da Silva Ribeiro Gomes**
- Montée et consolidation de l'extrême droite au Chili et en Amérique latine. **Talita São Thiago Tanscheit**

**14:30 - 16:30** **Peuples autochtones, relations à l'État et néolibéralisme: perspectives socio-anthropologiques et juridiques.**

- Le recours en démocratie aux instruments juridiques nés sous la dictature. L'exemple de la qualification de terrorisme et de l'état d'urgence dans le cadre des conflits opposant l'Etat chilien au peuple Mapuche. **Carolina Cerda-Guzman**
- Une reconnaissance faible, lente et en conflit : les droits des peuples autochtones au Chili ces 50 dernières années. **Maite De Cea**
- De la négation à la néolibéralisation. Regard critique sur la reconnaissance étatique des peuples autochtones à l'aune du cas des Diaguita du Chili. **Anahy Gajardo**
- Devenir leader mapuche - de la UP au *Rechazo*. **Anne Lavanchy** et **Manuel Maribur**

**Vendredi (suite)**  
**01/09/23**

auditoire A2, Pétale 1, Graduate Institute, Genève

**17:00 - 19:00** **Suisse-Chili. Solidarité, résistance et transmissions.**

- La solidarité avec le Chili dans les années 70: deuxième vague ou déclin de l'élan contestataire de 68?. **Nuno Pereira**
- Mémoire des luttes. Quand la population suisse s'est appropriée l'hospitalité politique et le droit d'asile. Le cas de L'Action Places Gratuites. **Marie-Claire Caloz-Tschopp**
- Les mobilisations transnationales solidaires des Chiliennexs en Suisse pendant l'exil et le post-exil. **Claudio Bolzman**
- L'ambivalence de la mémoire. Regard rétrospectif sur une enquête auprès d'enfants d'exilé-e-s et *retornadxs* chilien-ne-s. **Fanny Jedlicki**

**Samedi**  
**02/09/23**

MR 060, Uni Mail, Université de Genève

**11:00 - 12:30** **Arts de la résistance et mémoire. Convergences entre art et mobilisations durant et après la dictature au Chili et dans le Cono Sur.**

- *Re-vueltas* et connexions transtemporelles des visualités au Chili. **Paulina Varas**
- Aujourd'hui et hier : Tons et demi-tons d'une orchestration terrorifique. **Colectivo Etcétera**



**CONFÉRENCES INAUGURALES.**  
**LE CHILI DE 1973 À 2023 : PARADOXES DE LA TRANSITION**  
**DÉMOCRATIQUE ET ENJEUX DE MÉMOIRES.**

Les conférences inaugurales seront présentées par Elizabeth Lira et Manuel Antonio Garretón. Elles visent à introduire le thème de la conférence et à montrer la pertinence d'aborder le coup d'État à partir de la situation actuelle du Chili à partir de deux angles, celui de la mémoire et du trauma ; et celui de l'histoire de la transition démocratiques et de ses paradoxes.

Modération : Cristóbal Barria Bignotti et Anne Lavanchy

**50 ans : Coup d'État militaire, dictature, démocratie et le processus en cours.**

**Manuel Antonio Garretón**

Cette présentation examine tout d'abord la triple signification du 11 septembre 1973, à savoir : (1) la fin d'un processus de transformation démocratique, (2) le coup d'État, principal crime historique du Chili (avec le crime fondateur contre le peuple mapuche) et (3) l'instauration d'un nouvel ordre socio-économique et politique.

En regard de cette triple signification, il s'agit ensuite d'aborder le processus de démocratisation politique, ses réalisations et ses lacunes, ainsi que la crise actuelle du processus de transformation, déclenché par l'estallido social (révoltes sociales de 2019). Enfin, la présentation se conclut par une discussion sur le débat actuel sur le coup d'État militaire.

**Mémoire politique à travers le cinéma : le Chili et les violations des droits humains.**

**Elizabeth Lira**

La présentation se base sur l'analyse de trois films, qui documentent les violations des droits humains, telles que les disparitions forcées, la torture et les exécutions extrajudiciaires, tous des crimes contre l'humanité commis pendant la dictature.

Le premier, *No Olvidar* d'Ignacio Agüero (1982), raconte la découverte, en 1978, des restes disparus de paysans assassinés à Lonquén. Le second, *La mort et la jeune fille*, réalisé par Roman Polanski (1994) – dont le scénario est écrit par Ariel Dorfman – traite des conséquences de la torture et des dilemmes éthiques et politiques pour les victimes et la société. Le troisième, *La Memoria Herida* (2014), réalisé par Josefa Ruiz Tagle, la fille d'un homme exécuté, évoque le meurtre de son père en 1973.

Ces œuvres représentent une manière de documenter les atrocités commises pendant la dictature. Elles complètent la documentation des organisations de défense des droits humains et ouvrent des discussions sur des faits encore vivants dans le panorama politique.

## **PANEL 1. LA DICTATURE DE PINOCHET ET LES NOUVELLES DROITES EN AMÉRIQUE LATINE.**

Ce panel propose de comprendre comment le coup d'État chilien et ses conséquences ont influencé les débats sur la démocratie, le néolibéralisme et les droits humains à travers le monde. Plus spécifiquement, les panélistes sont invitées à discuter de la façon dont elles voient l'évolution de l'interprétation et de la re/dé légitimation du coup d'État au cours des 50 dernières années dans différents contextes d'Amérique latine.

Modération : Graziella Moraes Silva

## **Femmes de droite et dictature au Chili : leur évolution dans le temps.** **Julieta Suárez-Cao**

Depuis l'action de Poder Femenino contre le gouvernement de Salvador Allende, les femmes de droite ont figuré parmi les protagonistes du coup d'État au Chili. Avec le temps, nous avons appris que la proportion de femmes ayant soutenu le *Sí* dans le référendum de 1988 n'était pas si marginale, et qu'elles avaient constitué une force relativement inhabituelle chez des femmes de droite pendant la transition démocratique. Ces dernières années, des signes de modération de la part des femmes de la droite traditionnelle peuvent s'observer, ce qui semble indiquer un changement de tendance par rapport à leur soutien historique à la dictature.

La présentation se penchera sur cette évolution et présentera les indices de ce changement progressif. Enfin, nous nous interrogerons sur le rôle de ces femmes, dans le contexte chilien qui voit l'ultra-droite se renforcer.

## **Le Chili et son héritage de l'autoritarisme : une analyse à partir de différentes mobilisations en Amérique latine.**

**Simone da Silva Ribeiro Gomes**

Au cours du 21<sup>ème</sup> siècle, les mobilisations, les mouvements de protestation et les révoltes sociales en Amérique latine présentent des continuités et des ruptures avec l'histoire du sous-continent. La répression des manifestations et les violations des droits humains font partie de ces continuités. En ce sens, les pays du *Cono Sur*, héritiers de l'autoritarisme des dictatures militaires, ont connu des mouvements et des activismes venant de différents fronts.

Le 11 septembre 1973 a marqué le début d'une période de violations des droits, de disparitions et d'assassinats politiques, qui a profondément modifié les formes de partenariats politiques entre activistes.

Cette présentation propose d'aborder la question des obstructions politiques, que ce soit en Argentine, au Brésil, au Chili, au Paraguay ou en Uruguay, afin d'éclairer les débats contemporains. Mon principal argument est que la dictature chilienne a joué un rôle important en dictant la base des ingérences dans les mobilisations latino-américaines. En outre, ce passé autoritaire est toujours vivant dans les répertoires de mobilisations (Tilly 1977) et d'actions collectives dans ces pays – y compris dans ceux des actions collectives aux revendications réactionnaires.

## Montée et consolidation de l'extrême droite au Chili et en Amérique latine.

**Talita São Thiago Tanscheit**

La réorganisation et la résurgence programmatiques de la droite font partie d'un phénomène global auquel les démocraties latino-américaines ne font pas exception. La principale évolution de ce processus est la fragmentation de la droite en deux courants, celui de la droite conventionnelle et celui de l'extrême droite. La droite conventionnelle est celle des leaders et des partis qui ont tendance à adopter des positions programmatiques modérées et qui restent fidèles au système politique démocratique. L'extrême droite quant à elle correspond aux leaders et aux partis qui tendent à adopter des positions programmatiques radicales et qui ne sont que partiellement loyaux, voire déloyaux, à l'égard du système politique démocratique.

Ainsi, la montée de l'extrême droite a un impact fondamental sur les démocraties contemporaines et sur le maintien des compromis politiques, qui ont été cruciaux dans la consolidation et la stabilisation des démocraties (libérales). En Amérique latine, ce camp politique a pris de l'ampleur depuis les victoires présidentielles de Jair Bolsonaro au Brésil en 2018 et de Nayib Bukele au Salvador en 2019. L'extrême droite est actuellement organisée dans des pays tels que l'Argentine, avec Javier Milei comme leader de *Libertad Avanza*, le Pérou avec le mouvement *Renovación Popular* de Rafael López Aliaga, l'Uruguay avec Guido Manini-Ríos et son parti *Cabildo Abierto* et, enfin, le Chili avec José Antonio Kast qui a créé le *Partido Republicano*. Si Bolsonaro a perdu les récentes élections présidentielles au Brésil, il est important de noter qu'il a bénéficié d'un soutien électoral massif. Par conséquent, il n'est pas exagéré de suggérer que l'extrême droite continuera d'être présente ces prochaines années dans la région.

Cette présentation analyse la montée et la consolidation de José Antonio Kast et du *Partido Republicano* au Chili, ainsi que les défis qu'il représente pour le pays dans le contexte du 50ème anniversaire du coup d'État et des conflits sur la construction démocratique du pays.



## **PANEL 2. PEUPLES AUTOCHTONES, RELATIONS À L'ÉTAT ET NÉOLIBÉRALISME : PERSPECTIVES SOCIO-ANTHROPOLOGIQUES ET JURIDIQUES.**

Ce panel vise à élargir la discussion sur le coup d'État pour aborder les enjeux autour de l'État-nation chilien, en incluant/à partir de la question des peuples autochtones. Il se concentrera sur les continuités et ruptures dans l'application des dispositifs symboliques et/ou politiques ainsi que des principes juridiques et économiques formulés sous la dictature, mais aussi sur leurs implications ou significations pour les peuples autochtones.

Modération : Céline Heini

**Le recours en démocratie aux instruments juridiques nés sous la dictature. L'exemple de la qualification de terrorisme et de l'état d'urgence dans le cadre des conflits opposant l'État chilien aux communautés mapuche.**

**Carolina Cerda Guzmán**

Le retour à la démocratie entre 1988 et 1990 aurait pu être l'occasion pour le Chili d'effacer les traces de la dictature. Le choix a pourtant été d'opérer une transition en douceur, maintenant certaines structures établies par la junte militaire. Du point de vue juridique, ce legs se traduit par le maintien d'une Constitution écrite sous la dictature (toujours en vigueur). Si les éléments les plus autoritaires du texte ont été supprimés, d'autres, a priori « inoffensifs », ont été préservés, dont la définition du terrorisme et l'inscription de plusieurs régimes d'exception.

Les craintes des risques d'utilisation détournée et donc abusive de ces articles ont été formulées par une partie minoritaire de la doctrine mais ont paru pendant 10 ans particulièrement théoriques. Toutefois, dès les années 2000, un terrain propice à l'utilisation de ces mécanismes est apparu : le conflit entre l'État et les communautés mapuche. Ceci a débuté par l'application de la législation antiterroriste aux actes des membres des communautés mapuche, puis plus récemment par le déclenchement de l'état d'urgence dans les zones marquées par ce conflit.

L'objectif de cette communication est de revenir sur la manière dont la qualification de terrorisme et l'état d'urgence ont été utilisés au Chili depuis le retour à la démocratie et de mesurer l'impact sur les communautés concernées du recours à de tels mécanismes, ayant une origine et une portée dictatoriale, pour réguler un conflit historique, culturel et profondément politique. Si le Chili a enclenché une transition démocratique, celle-ci semble encore loin d'être achevée dans la zone MacroSud du pays.

## **Une reconnaissance faible, lente et en conflit : les droits des peuples autochtones au Chili depuis 50 ans.**

**Maite de Cea**

Depuis plusieurs années, le Chili connaît des bouleversements politiques et sociaux : un estallido social (révolte sociale, 2019) qui a débouché sur l'échec du processus constituant ; une société politiquement polarisée ; la gauche qui est parvenue à remporter les élections présidentielles et, aujourd'hui, le regain des idées conservatrices au sein de l'élite politique.

Dans ce contexte, nous pensons qu'il est nécessaire de s'arrêter pour considérer ces 50 dernières années, depuis la fin abrupte du gouvernement de Salvador Allende avec le coup d'État civil-militaire, mais, cette fois, au prisme de la reconnaissance des peuples autochtones, souvent invisibles dans cette discussion. Quelle est la place des peuples autochtones dans ce demi-siècle d'histoire ? Comment s'est opérée leur reconnaissance au cours des 50 dernières années ? Quels types de relation se sont établis entre le peuple mapuche et l'État, avec Allende, puis pendant la dictature et, enfin, depuis le retour à la démocratie en 1990 ? Peut-on parler de ruptures et de continuités dans cette relation ?

Dans une analyse diachronique et synchronique, nous montrerons que les avancées et les reculs sur la question autochtone sont cycliques et que le contexte social et politique est étroitement lié au niveau de reconnaissance des peuples autochtones. Les lois, les commissions, l'organisation de dialogues, la signature d'accords internationaux, un mouvement social croissant, la violence, la mort, la discrimination, les élites politiques conservatrices au pouvoir et le conflit quotidien entre les peuples autochtones et l'État chilien nous permettent d'affirmer que la reconnaissance des peuples autochtones au Chili a été faible et qu'il continue d'être l'un des rares pays à ne pas reconnaître légalement les peuples qui vivaient sur le territoire avant l'indépendance. Ces mouvements oscillants mais toujours faibles s'expliquent à la fois par des intérêts économiques sur le territoire et par le racisme comme déterminant culturel au sein des élites.

## **De la négation à la néolibéralisation. Regard critique sur la reconnaissance étatique des peuples autochtones à l'aune du cas des Diaguita du Chili.**

**Anahy Gajardo**

Au Chili, ce que l'on a appelé « l'émergence autochtone » a été l'un des événements sociaux et politiques les plus marquants de ces dernières décennies. En l'espace de 50 ans, le pays est passé d'un État « assimilationniste » à un gouvernement qui se présente comme « multiculturaliste ». Alors que, sous la dictature de Pinochet (1973-1989), les politiques de l'État se sont caractérisées par la négation pure et simple de la présence autochtone dans le pays, la période de transition démocratique (à partir des années 1990) a été marquée par une rhétorique et des mesures juridiques et politiques sans précédent visant à reconnaître les peuples autochtones, tout en renforçant les politiques néolibérales mises en œuvre sous la dictature.

C'est dans ce contexte national général qu'en août 2006, les Diaguita ont été inclus dans la ley indígena 19.253. Par cet acte juridique, l'État chilien a officialisé la reconnaissance de ce groupe en tant que peuple autochtone, pueblo indígena, marquant ainsi le début d'un nouveau chapitre dans la configuration socio-anthropologique et politique du Chili autochtone. Considérés comme disparus par l'historiographie nationale, les Diaguita étaient juridiquement, socialement et politiquement invisibles jusqu'au début des années 2000. Aujourd'hui, ils constituent le troisième peuple autochtone du Chili, en termes quantitatifs, après les Mapuche et les Aymara. En se basant sur le cas des Diaguita, cette présentation postule que le multiculturalisme « à la chilienne » a opéré comme un moyen de générer le consentement des autochtones au projet néolibéral – dont la reconnaissance est conditionnée non seulement par leur adhésion à l'idéologie néolibérale, mais aussi par leur capacité à performer des sujets néolibéralisés.



## Devenir leader mapuche – de l'UP au Rechazo.

**Anne Lavanchy & Manuel Maribur**

Notre présentation dialogique aborde la question des relations entre « peuple autochtone » et « état(-nation) chilien », à partir de trois moments-clés : 1970-1973 : de l'UP au Coup ; les années 90 : « transition » et reconnaissance légale 19'253 ; 2019-2022 : élaboration d'une proposition de constitution plurinationale, campagne et votation de septembre 2022. Cette présentation aborde la portée de ces trois moments à partir de la trajectoire de Manuel Maribur, dirigeant mapuche de la Vallée d'Elikura.

Pour contextualiser le propos, nous allons d'abord présenter l'évolution d'Elikura en tant que territoire mapuche, sur la base des recherches menées dans la Vallée par Anne Lavanchy entre 2001 et 2023. Alors qu'elle constituait une zone symboliquement et géopolitiquement marginale jusqu'à récemment, la Vallée est devenue une référence emblématique de la « zone MacroSud », une expression qui se réfère, dans le contexte chilien, aux « conflits » supposément générés par les revendications mapuche. La perspective longitudinale mettra en évidence les tensions entre divers critères de « ce qui fait les Mapuche » (notamment les dimensions légales, culturelles et d'engagement politique).

Puis, la discussion avec Manuel Maribur permettra de comprendre les conséquences et significations concrètes des politiques chiliennes envers les peuples autochtones, et en particulier du peuple mapuche. En abordant les thématiques de la formation d'une conscience politique individuelle et collective, de la reconnaissance légale et de ses conséquences et termes de folklorisation et de bureaucratisation, ainsi que de l'autonomie et de la participation politique, la discussion montrera la complexité des pratiques de résistance mapuche.

La conclusion proposera une vue synoptique des relations entre Mapuche et état chilien telles qu'elles ont été façonnées par les politiques des cinquante dernières années. Elle mettra en évidence les transformations de ces dernières, mais aussi les continuités qui se dessinent au-delà des régimes politiques.



### **PANEL 3. SUISSE-CHILI : SOLIDARITÉS, RÉSISTANCES, TRANSMISSIONS.**

Ce panel examinera, d'une part, les conditions qui ont permis l'accueil en Suisse d'environ 4'500 exiléxs entre 1973 et 1988. D'autre part, il examinera les diverses formes de solidarité transnationale élaborées par les exiléxs chiliennexs résidant en Suisse durant les années de dictature militaire pour soutenir les victimes de la répression et l'opposition dans leur pays. Il analysera ainsi les éventuelles spécificités de leur action en Suisse par rapport à celles élaborées dans d'autres pays européens.

Modération : Myrian Carbajal

### **La solidarité avec le Chili dans les années 70 : deuxième vague ou déclin de l'élan contestataire de 68 ?**

**Nuno Pereira**

Le coup d'État qui a renversé l'Unidad Popular a généré un vaste mouvement de solidarité en Suisse, réunissant un large éventail d'acteurices politiques, sociales et religieuses. Les premières années, durant lesquelles la mobilisation a été la plus massive, ont coïncidé avec la fin de la décennie de protestation sociale et politique, connue sous le nom de "mouvement de 68". Le renversement du gouvernement Allende est intervenu alors que la première vague de protestation – marquée par l'opposition à la guerre du Viêt Nam – était en train de s'estomper. Dans ce contexte, le coup d'État brutal de Pinochet a contribué à la politisation de nouveaux militantexs et a déclenché une nouvelle vague de mobilisation.

Le mouvement de solidarité a pris diverses formes : réunions politiques, événements culturels, manifestations et protestations institutionnelles. Les campagnes de solidarité visaient à soutenir politiquement et financièrement la résistance chilienne, à dénoncer les violations des droits humains, à isoler le régime dictatorial et à soutenir les réfugiéxs.

Malgré son hétérogénéité, le mouvement a organisé des campagnes unies, qui ont permis à des centaines de Chiliennexs de quitter leur pays ou de s'opposer à la politique d'asile très restrictive du gouvernement suisse. Mais le mouvement devient aussi un champ de bataille entre "réformistes" et "révolutionnaires". Alors que le comité le plus durable, issu de la gauche traditionnelle, est resté actif jusqu'à la fin de la dictature, le mouvement de solidarité plus large a rapidement décliné après 1975. Cette évolution a coïncidé avec l'institutionnalisation du régime de Pinochet et le désengagement politique de militantexs suisses de 68. Pour beaucoup d'entre elleux, la défaite du mouvement populaire au Chili a contribué à créer un climat de division, de frustration et de désillusion, ouvrant la voie à la fin de la "décennie rouge".

## **Mémoire des luttes. Quand la population suisse s'est appropriée l'hospitalité politique et le droit d'asile. Le cas de L'Action Places Gratuites.**

**Marie-Claire Caloz-Tschopp**

Ce qui s'est passé au Chili en septembre 1973 est un cas de violence politique, qui échappe aux catégories classiques des régimes politiques. L'idéologie de la "sécurité nationale", qui opère une confusion entre "sécurité" et "protection", s'est répandue dans le monde entier, comme celle entre "police" et "politique", et "guerre" et "politique". Cette confusion a permis de cacher le contrôle et le pillage de l'impérialisme nord-américain. De ce pays où des progrès sociaux, culturels et politiques avaient été réalisés depuis plus d'un siècle, il a été fait un exemple de terreur, afin de décourager toute velléité de résistance au Chili, et ailleurs.

Le Chili n'a pas été une simple dictature, mais le produit d'une invention politique des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, combinant pillage économique des ressources et guerre impériale, et dont les conséquences destructrices s'observent aujourd'hui en Syrie, au Soudan, en Ukraine... Le Chili, comme toute l'Amérique latine, a été considéré comme le lieu idéal pour expérimenter ce modèle de pillage et de violence, exportable dans le reste du monde. La destruction des acquis politiques, des droits et des services publics, les emprisonnements, les tortures et les disparitions ne sont pas le résultat d'une simple "dictature". Le pouvoir s'est transformé bien plus profondément. Le spectre des personnes disparues nous l'enseigne : c'est le « nihilisme politique » des XX<sup>ème</sup> et XXI<sup>ème</sup> siècles (Caloz-Tschopp 2023).

Face à la banalisation des mensonges politiques et de la terreur, notre défi est d'articuler la mémoire du passé, le présent et l'avenir. Il faut donc aussi se rappeler des luttes de résistance au Chili et ailleurs, à l'exemple de celle, remarquable, de l'Action Places Gratuites pour les Chiliens (APG). L'importance des mouvements de solidarité avec les exiléexs et la protection des personnes persécutées, torturées ou disparues ne doit pas être oubliée, car elle constitue des ancrages politiques fondamentaux pour l'habeas corpus, le droit d'asile et l'hospitalité politique.

## **Les mobilisations transnationales solidaires des Chiliennexs en Suisse pendant l'exil et le post-exil.**

**Claudio Bolzman**

À l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire du coup d'État du 11 septembre 1973, l'objectif de cette intervention est de montrer que les exiléexs ne sont pas restéexs passives face à la dictature militaire, mais ont cherché à développer différentes formes de résistance depuis l'étranger. Plus concrètement, il s'agit d'exposer les différentes formes de mobilisations en matière de solidarité transnationale des Chiliennexs, notamment en Suisse durant les années d'exil. Il s'agit aussi de souligner que ces mobilisations n'ont pas disparu après la transition démocratique.

En plus de décrire les diverses expressions de solidarité, la présentation distingue différentes périodes dans les mobilisations. Ces périodes sont liées à la fois à la perception qu'ont les exiléexs de la situation au Chili et à la dynamique des événements qui ont marqué la situation politique dans leur pays d'origine. Il convient d'ajouter que de nombreuses actions menées par les exiléexs ne peuvent être comprises sans le soutien de différents secteurs de la population suisse sensible à leurs revendications.

## L'ambivalence de la mémoire. Regard rétrospectif sur une enquête auprès d'enfants d'exilé·e·s et retornadxs chilien·ne·s.

**Fanny Jedlicki**

J'ai consacré ma recherche doctorale à une étude sociologique d'enfants d'exilé·e·s et de *retornadxs* chilien·ne·s en Ile-de-France et à Santiago du Chili (1998-2007). Les expériences parentales et familiales, politiques et migratoires, combinées au traumatisme des violences extrêmes, marquent ce qu'il est convenu d'appeler la mémoire familiale.

La transmission de cette mémoire implique des processus intenses, parfois inconscients, entre parents et enfants, mettant en jeu des continuités et des ruptures familiales, et donc de fortes loyautés intergénérationnelles. La mémoire familiale de l'exil chilien se caractérise par son ambivalence. De plus, les enfants d'exilé·e·s chilien·ne·s, comme tous les enfants d'immigrés, grandissent dans des sociétés nationales différentes de celles de leurs parents, c'est-à-dire dans d'autres cadres de socialisation.

Cependant, leur développement personnel semble être particulièrement limité et influencé par l'ambivalent mandat familial de l'exil. C'est le sujet de ma présentation. À l'occasion des 50 ans du coup d'État militaire chilien, j'aborderai particulièrement la question de l'engagement politique et social de ces jeunes d'hier.



#### **PANEL 4. ARTS DE LA RÉSISTANCE ET DE LA MÉMOIRE. CONVERGENCES ENTRE ART ET MOBILISATION PENDANT ET APRÈS LA DICTATURE AU CHILI ET DANS LE CONO SUR.**

Dans ce panel, l'objectif est d'évoquer les modalités de convergence des pratiques artistiques et littéraires avec les mouvements sociaux de résistance politique et de lutte pour la mémoire pendant et après la dictature chilienne. Plus particulièrement, nous chercherons à étudier la circulation de ces pratiques entre les différentes dictatures du Cono Sur, et entre la période dictatoriale et les mobilisations sociales contemporaines.

Modération : Valeria Wagner et Cristóbal Barria Bignotti

#### **« Re-vueltas » et connexions transtemporelles des visualités au Chili.**

**Paulina Varas**

La présentation abordera différentes expériences visuelles (actions artistiques, irruptions graphiques ou marques dans l'espace public) de plusieurs artistes ou groupes qui, à différents moments du cycle 1973-2023, ont développé des stratégies pour revendiquer des droits ou rendre visibles des inégalités sociales.

La notion de *re-vueltas* peut être comprise comme une temporalité désobéissante et conjonctive. Une mise en crise des logiques homogènes qui organisent une chronologie unique. Ces *vueltas* (retours) constantes ne sont pas enfermées sur elles-mêmes. Au contraire, elles se situent à des moments différents – et non à des dates figées. Il n'y a pas de mouvement unique, d'agitation constante, mais un rythme qui se dessine dans ces multiples petits retours.

Les épisodes présentés ici ne sont pas seulement ceux déposés dans des documents ou des archives officielles. Ils s'inscrivent dans les corps sensibles, dans les récits et les souvenirs imprécis ou incomplets, guidés par les sens(-ations) du vécu. C'est en les rassemblant qu'émerge le sens collectif de ces épisodes. Les connexions transtemporelles, que peuvent produire ces *re-vueltas*, rendent possibles les liens entre des moments qui n'étaient pas nécessairement connectés. En ce sens, ce qui revient, ce qui est ré-activé devient puissant, dans la mesure où ceux qui se situent dans une autre temporalité le reconnaissent. Lorsque, par le désir collectif, « revient à la vie » un événement, ce n'est pas sous la forme d'un zombie insensible : il se transforme en des forces potentielles, qui activent, dans les groupes, un héritage qui va au-delà de sa propre temporalité.

#### **Aujourd'hui et hier : tons et demi-tons d'une orchestration terrorifique.**

**Colectivo Etcétera**

Le collectif Etcétera aborde les campagnes d'action psychologique développées pendant les dictatures et les régimes autoritaires du Chili, de l'Argentine et de l'Uruguay. Conçues par les organismes de propagande et les médias, ces campagnes reposaient sur l'utilisation d'images, de mots, de photographies et de design. Le collectif les examine à travers un collage d'images et de sons, basé sur des publications, des documents déclassifiés et des magazines, mettant en évidence la continuité entre ces campagnes et le présent.